

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV° Internationale N°64 - JANVIER 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV° Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

La section italienne de la LIT-QI est fondée !



Ce n'est que le début !

Sommaire du n° 64

- ✓ Edito. L'antilibéralisme radical est-il compatible avec le socialisme... le vrai ? p.2
- ✓ Le « dialogue social » contre les travailleurs p.4
- ✓ Non au démantèlement de nos retraites ! p.5
- ✓ Faire travailler plus pour privatiser plus. p.6
- ✓ Lycéens, étudiants, travailleurs, des papiers pour tous ! p.7
- ✓ Revue de presse. p.8
- ✓ Tribune libre FSEUL p.9-10
- ✓ Vie des sections de la LIT-QI - Fondation du PdAC d'Italie. p.11
- ✓ Courrier International n°126 - Bolivie. p.14
- ✓ Palestine. p.20

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique (E-Mail) :

apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web (nouvelle adresse) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le 21 janvier 2007

Directeur de la publication : J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

L'antilibéralisme radical est-il compatible avec le socialisme... le vrai ?

Telle est la question que l'on pourrait se poser après l'échec des collectifs anti-libéraux qui s'étaient constitués lors du référendum sur le TCE (Traité Constitutionnel Européen).

Regroupant différents courants politiques (essentiellement le PCF, la LCR et le PRS du député PS Mélenchon), les collectifs se sont divisés sur une question institutionnelle : la présidentielle de 2007.

Pour l'anecdote politique, il est intéressant de constater que la crise interne d'ATTAC, déclenchée par une fraude électorale et faisant l'objet d'une plainte, a précédé celle des collectifs. Il y a là une coïncidence frappante !

Ainsi, après s'être mis d'accord sur un programme antilibéral, et d'après leur propre constat : « *La colère ou le désarroi sont grands dans la plupart des collectifs unitaires. Les candidatures concurrentes d'Olivier Besancenot pour la LCR et de Marie-George Buffet au nom du seul PCF mettent à mal notre offensive unitaire contre le libéralisme.* (édito du 14/01/07 dessine moi une gauche de gauche... <http://www.alternativeagauche2007.org/spip.php?article411>).

Portés par la victoire du « non », les collectifs semblaient pourtant avoir pris leur envol à travers, notamment, le document intitulé : « *Ce que nous voulons* ».

Mais la majorité de la LCR, après s'être impliquée dans ce processus, a décidé de se retirer car elle voulait « *écarter l'éventualité d'une coali-*

tion gouvernementale ou parlementaire avec un Parti Socialiste synthétisé au Mans, autour de sa majorité « ouïste » au traité constitutionnel. » (Daniel Bensaïd, dans Libération du jeudi 07/12/06).

Depuis 1953 et la théorie des avant-gardes larges, la LCR et le SU n'ont cessé de mener leur quête des « marxistes spontanés », ce qui les a menés, entre autres choses, à s'intégrer au gouvernement Lula ou à appeler à voter Chirac en 2002...

Quelle mouche a donc piqué la LCR ? Pourquoi, alors qu'elle a remis en cause le centralisme démocratique et la dictature du prolétariat, aujourd'hui refuse-t-elle de suivre le chemin depuis longtemps tracé et de s'intégrer à un « front large non définit stratégiquement » ? (C'est d'ailleurs ce que lui reproche dans sa lettre de démission Michel Husson, rédacteur de la revue Inprecor, membre du conseil scientifique d'ATTAC et de la Fondation Copernic.).

Ce qui a motivé cette rupture de dernière minute, d'après le dirigeant Daniel Bensaïd, ce n'est pas « *la consigne de vote pour le deuxième tour pour battre la droite (...)* dans l'hypothèse de « *la victoire acquise* » de la présidentielle de 2007, mais la question de « *qui gouvernera le pays* » ; car pour lui, c'est là « *l'enjeu central des élections présidentielles et législatives* ».

Notons, cependant, que Daniel Bensaïd n'exclut pas d'appeler à voter pour la candidate Blairiste du PS, afin de battre le frère jumeau de

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

droite...

Dans cette perspective, les luttes sociales, la lutte des classes deviennent un tremplin pour les élections et, en même temps, un débouché - ou plutôt une impasse - pour les luttes et revendications des travailleurs et des jeunes.

La LCR ne fera pas partie d'une coalition gouvernementale avec le PS en 2007, mais alors -et puisque c'est là son enjeu central- dans quelle coalition s'intégrera t-elle dans l'avenir ? Nous verrons bien !

Les jeunes et les travailleurs qui ont massivement dit non au TCE, qui se sont massivement mobilisés contre le CPE ne peuvent se satisfaire d'une impasse électorale, aussi « radicale » soit t-elle.

L'antilibéralisme institutionnel des collectifs, pendant « gauche » de l'économie sociale de marché, malgré une roue de secours nommée J.Bové, n'est pas prêt à s'affronter de façon déterminée à la bourgeoisie, englué qu'il est dans ses préjugés pro capitalistes. C'est ce qui transparaît du document intitulé « *Ce que nous voulons* », véritable programme de ce qu'on peut qualifier de front populaire de combat.

A ce propos, nous devons constater que l'influence exercée par Chavez ou Evo Morales rend cré-

dible, aux yeux des antilibéraux, l'utopie réactionnaire d'un marché domestiqué au service des « citoyens ». Mais jusqu'à quand ? Car Chavez aussi bien que Morales se sont niés à engager un processus de nationalisation sous contrôle ouvrier, respectivement du pétrole et du gaz.

Ce qui aurait impliqué, dans ces deux pays, l'expropriation des multinationales impérialistes sans indemnités ni rachat et donc, la rupture définitive avec le système capitaliste mondial.

Or, à l'époque de la guerre économique et de la guerre de classe contre les travailleurs, les jeunes et les peuples colonisés ou semi-colonisés, la rupture avec le capitalisme et avec l'ordre colonial impérialiste est la condition sine qua non de survie de l'humanité et de garantie d'une véritable démocratie, ou société sans classes.

C'est pourquoi nous devons nous préparer, tout comme l'ont fait nos camarades du PSTU brésilien et du PdAC italien, à nager contre le courant électoraliste et les illusions mortelles du réformisme, nous insérant dans la lutte des classes pour construire, avec les travailleurs et les jeunes, une véritable alternative de classe, capable de porter les luttes jusqu'au bout, jusqu'au socialisme.

Qui gouvernera ? La gauche ou la droite..., avec un programme com-

mun : la remise en cause des droits et acquis des travailleurs, dans le cadre de l'Europe de Maastricht-Amsterdam. Les tenants du TCE, la bourgeoisie, ont donc deux « alternatives » pour gouverner.

Celle de « gauche » aurait un intérêt immédiat, pour la bourgeoisie : créer la confusion et la désorganisation chez les travailleurs, dans un premier temps ; et ensuite, repartir à l'attaque en ayant permis, aux institutions vermoulues de la V république, de souffler quelques instants... ; oui, quelques instants seulement.

Car l'expérience acquise par la classe ouvrière et ses alliés, au cours de combats durement menés (mouvement lycéen, SNCM, TCE, CPE...) et ce, malgré les directions bureaucratiques syndicales et politiques, est un gage pour l'avenir et une garantie pour tous ceux qui veulent vraiment changer les choses et le cours de l'Histoire.

Rien n'est écrit d'avance et, dans la situation de crise politique et institutionnelle que nous connaissons, tout est possible !

Nous nous devons donc de construire l'alternative, le parti révolutionnaire internationaliste, pour être prêts, le moment venu, à aider à l'organisation de notre classe en l'armant d'une perspective réelle : le socialisme.

(Suite de la page 20)

assurer la spécificité juive de notre Etat.

Or, désormais, on entend des gens dire : « Finalement, pourquoi n'y au-

rait-il pas qu'un seul Etat ici ? Au fond, le judaïsme n'est qu'une religion... » ».

Elle concluait, comme en un hommage involontaire à la résistance héroïque et un jour victorieuse du peuple palesti-

nien : « plus le conflit israélo-palestinien se prolonge, moins le temps joue en notre faveur » ! (*Le Monde* 15 Janvier 2006).

Fabrice

**Vive la lutte du peuple palestinien contre l'agression sioniste !
Pour une seule Palestine, laïque et socialiste,
sur tout le territoire de la Palestine historique !**

Le « dialogue social » contre les travailleurs

Partant de l'échec du CPE au printemps dernier, suite à la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse, le gouvernement et les bureaucrates syndicaux ont décidé de forcer les feux pour aboutir rapidement à un « diagnostic commun » ou « partagé » sur l'emploi et les revenus. La conférence du 14 décembre sur l'emploi et les revenus a été organisée avec l'objectif avoué de « rénover le dialogue social », selon l'expression commune de L. Parisot, présidente du MEDEF, et de D. de Villepin, Premier ministre du gouvernement Chirac-Sarkozy.

ratiste, rejeté en 1969 par référendum). Mais la voie suivie sous Mitterrand ou Chirac, pour être plus discrète n'en est pas moins efficace.

Il en va ainsi de la multiplication d'organismes et de mécanismes associant les représentants « irréconciliables » du capital et du travail pour en faire des « partenaires sociaux ». Des lois Auroux de 1982 (sous le gouvernement Mitterrand-Mauroy), aux lois Fillon en 2004 (sous Chirac-Raffarin), il y a un fil conducteur qui passe par les lois Aubry (sous Chirac-Jospin).

les grandes lignes des différents rapports récents du Conseil d'orientation de l'emploi et de la Cour des comptes et tout particulièrement celui du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale qui sert de support à cette rencontre. » (NDLR, c'est nous qui soulignons).

Pour la CFDT, c'est son secrétaire national, Marcel Grignard, qui parle : « [La conférence constitue un] point de départ d'un processus de long terme entre les partenaires sociaux et l'État ».

Présentée comme un « super Grenelle »

Ce fil conducteur est le suivant : sous prétexte de « démocratie à l'entreprise », de « responsabilité », d'« équité » ou de « concertation », l'ensemble de ce qui fait les acquis sociaux est remis en cause et les travailleurs sont contraints de s'intégrer à leur propre exploitation. A cette occasion, on voit très bien comment le mot d'ordre de « l'autogestion »,

Côté patronal, L. Parisot, du MEDEF, observe un « début de consensus sur le fait que le financement de la protection sociale pesait sur le travail et sur l'entreprise ». « Il serait souhaitable que ce type de rencontre se multiplie à l'avenir ».

Et de Villepin, que dit-il, en clôture de cette conférence ? : « Jean-Louis BORLOO, Thierry BRETON, Gérard LARCHER et Catherine VAUTRIN viennent de le dire : les échanges que nous avons eus ensemble nous ont permis de progresser dans notre analyse et dans les réponses que nous voulons apporter aux Français. Je veux vous en remercier chacun personnellement. C'est votre contribution qui a fait la richesse de cette conférence. ».

Etablir un diagnostic partagé et agir de concert... Cela ressemble au pas-de-deux autour du conflit de la SNCM. Ce 14 décembre, tout simplement, un accord politique s'est formalisé entre gouvernement, patrons et bureaucrates syndicaux, un accord pour accompagner un bouleversement complet de ce qui fait depuis 1902 le Code du travail.

Au fait, le CERC est présidé par J. Delors, membre du PS, ancien dirigeant de la CFDT et, surtout, ancien Président de la Commission de Bruxelles. Delors siège au CERC auprès de « personnalités » comme N. Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT, et J.-M. Charpin, Commissaire général au plan sous Jospin et auteur, à l'époque, d'un rapport (un diagnostic partagé ?) sur les retraités !



- allusion faite aux négociations ayant permis d'enterrer la grève générale de mai-juin 68 et de sauver le gouvernement et le régime - la conférence du 14 décembre 2006 s'est résumée, pour le public, à une discussion feutrée dont il n'est rien sorti. Rien, vraiment ? Si on en croit les dirigeants des principales organisations syndicales, « le gouvernement n'a rien annoncé et c'est dommage », les représentants des patrons estimant de leur côté que « c'est tant mieux... » Alors, que s'est-il vraiment passé ce 14 décembre ?

Depuis des décennies, tous les gouvernements, ou peu s'en faut, se sont attachés à intégrer les syndicats à l'Etat pour mieux lier les travailleurs aux intérêts des financiers et des spéculateurs. Les deux tentatives les plus brutales se sont soldées par des échecs : celle du maréchal Pétain (avec la Charte du travail), et celle du général De Gaulle (avec la tentative de mise en place d'un Sénat corpo-

remis au goût du jour après 1968 par la CFDT et le PSU de Rocard, est devenu (fort logiquement, du point de vue du marxisme révolutionnaire), une pratique de cogestion et d'association capital-travail.

Dès son arrivée à Matignon, au lendemain du rejet du traité constitutionnel européen, D. de Villepin s'est attelé à multiplier les remises en cause de fond du Code du travail en s'attaquant à un élément central, le contrat de travail, conformément aux attentes patronales du MEDEF. Les ordonnances prises à l'été 2005 allaient toutes dans ce sens.

Que s'est-il vraiment passé, ce 14 décembre ? Le débat était cadré par un ensemble de rapports, dont celui du CERC (Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale), à D. Villepin. Que dit B. Thibault de la CGT, le 14 décembre ? : « *Concernant le diagnostic de la situation, nous partageons*

Non au démantèlement de nos retraites !

Par Marinette

En août 2003, à peine la loi Fillon promulguée, le journal de 20 heures de préciser : « c'est une avancée, mais elle ne règle rien, le problème des retraites va se reposer ». Aujourd'hui, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, dans son rapport remis au premier ministre, le COR (Conseil d'Orientation des Retraites, organisme mis en place par Jospin), parle d'une situation plus dégradée que prévu, avec un « déficit » de la CNAV atteignant 3,5 milliards d'euros en 2007.

Après avoir inoculé la rage aux régimes de retraite par répartition, en les privant de milliards de cotisations patronales, avec les milliers de licenciements et la baisse des salaires, il faut préparer « l'opinion publique » à une nouvelle réforme en 2008.

Dans son rapport, sous prétexte « d'égalité de traitement entre les cotisants », le COR pointe du doigt les régimes spéciaux des RATP, SNCF, EDF-GDF, ainsi que ceux des salariés de la Banque de France, marins, mineurs et clercs de notaire. Des régimes qui, bénéficiant d'une durée de cotisations réduite, sont tous dans le collimateur. Nul doute que nous allons assister à une nouvelle campagne, dûment relayée par les média, de dénigrement de ces salariés, qualifiés de « nantis » par

des gens dont les salaires sont très largement au-dessus de la moyenne.

Diviser pour mieux régner, et pour amener tout le monde à travailler plus longtemps avec des retraites toujours plus basses, le COR préconise également :

- d'augmenter le taux d'activité des seniors chômeurs, lesquels, par un accord interprofessionnel du 13 octobre 2005, passent du chômage aux petits boulots, via des CDD de 18 mois renouvelables une fois ;
- d'allonger la durée des cotisations ;
- de revenir sur l'âge de départ à la retraite 60 et 65 ans.

Les régimes des fonctionnaires sont, eux aussi, en ligne de mire. Le 15 novembre, le gouvernement a adopté un rectificatif du projet de loi de finances pour 2006 : un additif visant à se débarrasser des postiers (303 000 agents en 2005, dont deux tiers de fonctionnaires, et un tiers de contractuels de droit privé), en les basculant dans « un établissement public national » de financement des retraites de la poste ; c'est tout le régime des postiers qui est ainsi menacé de disparition.

Comment ne pas imaginer que, à terme, il en sera de même pour tous les

corps de fonctionnaires ? Par ce biais, l'Etat pourra, d'un côté, extraire les fonctionnaires de sa propre dette et satisfaire ainsi aux critères de Maastricht ; et, de l'autre, continuer de baisser les impôts.

En France, en Allemagne, en Italie, etc., une même politique : reporter l'âge de la retraite, baisser le niveau des pensions, pour détourner d'importantes masses financières des régimes de retraite par répartition au profit de la capitalisation ; conformément aux exigences des capitalistes. La loi Fillon a avancé dans ce sens, au nom de « la défense de la répartition », en ouvrant la voie à l'épargne individuelle et collective.

En 2003, les fonctionnaires grévistes, avec des délégations de travailleurs du privé, sont descendus dans la rue par centaines de milliers, pour défendre leurs retraites. A plusieurs reprises, ils ont manifesté en scandant, à l'adresse du gouvernement, le mot d'ordre de « retraite à 60 ans avec 37,5 ans pour tous, public comme privé » ; et, à l'adresse des confédérations syndicales, le mot d'ordre de « grève générale ».

Il va donc falloir redescendre dans la rue, pour :

Le Maintien des régimes de retraite des fonctionnaires et des régimes spéciaux !
La Retraite à 60 ans maximum !
Dire Non à la capitalisation c'est... l'abrogation de la loi Fillon !

✂

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)
Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.
Tarif valable pour la France métropolitaine.
Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.
Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Faire travailler plus pour privatiser plus

Après les déclarations des candidats PS et UMP sur le temps de travail des enseignants, on se souvient des déclarations de S. Royal voulant obliger les professeurs à passer 35 heures au sein des établissements, le gouvernement accélère aujourd'hui la remise en cause du statut des personnels enseignants.

La loi Fillon, sous prétexte de réforme pédagogique, a déjà conduit à une réduction des heures d'enseignement, notamment par la mise en place du « socle commun de connaissances » et de « soutiens individualisés ».

A cette loi qui avait été courageusement combattue par des dizaines de milliers de lycéens en 2005 (ainsi que les professeurs dans une moindre mesure) sont venus s'ajouter dernièrement les rapports de missions d'audit commandés par le ministère de l'économie. Surprise, ces rapports dénoncent encore un volume horaire trop important et donc un coût par élève trop élevé.

Il n'en fallait pas plus pour que le ministère de l'éducation nationale s'en saisisse comme prétexte pour poursuivre sa saignée à blanc du personnel de l'éducation nationale. Notamment par la modification du décret de 1950 sur les obligations de service pour, en premier lieu, allonger le temps de travail des profs et permettre par ce biais d'accélérer les suppressions de postes (voir encadré).

Parallèlement, le décret de De Robien

en date du 28 décembre 2006 intègre les IUFM à l'université, dispositif également prévu par la loi d'Orientation pour l'Ecole de 2005 (loi Fillon).

Ce regroupement qui se situe au sein du processus de constitution de pôles d'excellence universitaire vise, sous couvert de « professionnaliser » l'apprentissage du métier d'enseignants, à réduire encore les postes mais surtout à développer la bivalence chère au ministre, c'est-à-dire flexibiliser le corps enseignant en faisant en sorte que chaque prof soit en mesure d'enseigner au minimum deux matières. Cette bivalence accompagne parfaitement l'appli-

Cette rentrée 2007 voit le gouvernement annoncé la suppression de 5516 postes. Au total plus de 26000 emplois auront été supprimés entre 2003 et 2007 (chiffres SNES). Sous prétexte de baisse démographique le gouvernement provoque une véritable hémorragie dans le personnel enseignant.

cation du socle commun de connaissance qui regroupait les disciplines.

L'objectif est clair : en réduisant les effectifs, en cassant les ZEP⁽¹⁾, en abaissant le nombre d'heures de cours et en dévalorisant le bac, le gouvernement pousse les parents d'élèves qui en ont les moyens vers le choix de l'enseignement privé et met en place une éducation publique au rabais.

Un enseignement qui se limite à un « socle commun de connaissances » auquel s'ajoute un flicage systématique des élèves (livret de compétences, note de vie scolaire). Rappelons ici les dis-

positifs de la loi sur l'égalité des chances toujours en place après le retrait du CPE, notamment l'apprentissage à 14 ans qui remet en cause l'éducation obligatoire jusqu'à 16 ans.

Déjà analysée dans L'internationaliste, l'autonomie des établissements permise par la Loi Organique relative à la Loi des Finances place progressivement les lycées en concurrence provoquant l'émergence de lycées d'élite.

Pour le reste, les établissements sont appelés à se transformer petit à petit en antichambre des entreprises, développant « l'employabilité » des élèves plutôt qu'un savoir donnant accès à un premier diplôme universitaire (baccalauréat). Créant ainsi une main d'œuvre peu chère, peu protégée et disposant néanmoins des outils nécessaires pour s'adapter à une grande variété de postes.

Face à cette situation, les critiques des syndicats à l'égard du ministère apparaissent bien timides alors qu'aujourd'hui il y a urgence pour tous les acteurs de l'éducation nationale (professeurs, personnels techniques, élèves, parents d'élèves) de se mobiliser pour reconquérir une éducation publique, laïque, gratuite pour tous de la maternelle à l'université :

Remy

(1) Zone d'Education Prioritaire : les ZEP sont aujourd'hui supprimées pour faire place aux Etablissements Prioritaires, dispositif qui cadre mieux avec l'autonomie des établissements voulue par le gouvernement

**Abrogation de la loi Fillon
Retrait du décret d'intégration des IUFM à l'université
Des postes aux concours à hauteurs des besoins
Pour un réengagement financier de l'Etat**

**Le site web du GSI :
<http://www.gsi-litqi.org/>**

Lycéens, Etudiants, Travailleurs, des papiers pour tous !

Bilan de la manifestation du 18 janvier et de l'assemblée générale

Devant la politique ouvertement sécuritaire et raciste du gouvernement, notamment par la mise en place de la loi CESEDA, lycéens, professeurs, parents d'élèves se sont organisés afin de résister et soutenir les élèves sans papiers, face aux expulsions et à la brutalité policière des rafles. Pour soutenir leurs camarades sans papiers, les lycéens ont créé une coordination lycéenne fin décembre, et ont conduit une première manifestation le 14 décembre, suivie par environ 400 personnes.

La FSEUL s'est, dès le départ, intégrée dans ce cadre unitaire, notamment lors de la coordination du 18 décembre, permettant ainsi de faire la liaison entre les lycéens et les étudiants.

Le bilan de la manifestation de ce 18 janvier, à laquelle ont participé entre 200 et 300 personnes, est très positif, tant pour le mouvement de soutien aux sans papiers que pour la FSEUL.

La banderole pseudo unitaire et non signée de la JCR, « Régularisation de tous les sans-papiers », illustre une fois encore la volonté de récupérer la mobilisation en jouant sur les préjugés anti organisation de la jeunesse. Mais, malgré ses manœuvres, la JCR n'a pas réussi à attirer les secteurs les plus radicaux et motivés.

En effet, derrière notre banderole signée FSEUL, « Lycéens, Etudiants, Travailleurs : Des papiers pour tous ! », ont défilé les comités de soutien aux sans papiers de Seine-Saint-Denis et de Montreuil (venus à la manifestation grâce aux contacts d'un camarade du GSI, très impliqué dans cette question), et animé notre cortège en tenant notre banderole.

De plus, devant la faiblesse et le manque de combativité des mots d'ordre de la JCR, deux des principaux dirigeants de la coordination ont rejoint notre cortège et repris nos mots d'ordre, notamment :

« Contre les lois racistes et sécuritaires, la place de Sarkozy c'est dans un char-ter » ; ainsi que les traditionnels mots d'ordre des manifestations de sans papiers : « Debré, Pasqua, Villepin, Sarkozy, même combat, abolition des lois racistes, fermeture des centres de rétention ». Grâce à une intervention régulière sur le lycée Lamartine (10^{me} arr.), la FSEUL a pu arriver à la manifestation avec un cortège d'une quinzaine de lycéens, cortège auquel se sont joints les lycéens les plus motivés et les étudiants sympathisants de la FSEUL qui, tous, ont tenu à tour de rôle la banderole.



Le bilan de la FSEUL est donc très positif puisque, outre une apparition conséquente avec un cortège important et déterminé, cette manifestation a obtenu une participation massive de nos camarades et a permis d'intégrer nos sympathisants.

Nous sommes donc apparus comme un facteur organisationnel, tant dans l'organisation même de cette manifestation, que par la présence de notre banderole unitaire, la constance de nos mots d'ordre et la radicalité de notre cortège. Comparée à celle du 14 décembre, cette manifestation a été quantitativement moins importante, mais qualitativement plus combative et déterminée, permettant la création d'un noyau dur de lycéens.

L'Assemblée Générale qui a suivi la manifestation a réuni 80 personnes, principalement des lycéens, ainsi que des anarchistes, des JCR et des JC. Durant cette AG, les manifestants ont tiré un bilan de l'activité sur les lycées et universités, ainsi que de la manifestation. L'action a été jugée positive, et les collectifs de sans papiers ont pu intervenir pour poser la nécessité d'une unité entre lycéens, étudiants et travailleurs, position qui a été soutenue par la FSEUL.

La JCR s'est encore illustrée par sa volonté de cadenasser le mouvement, et la présidence de séance, revenant à une JCR lycéenne, n'a même pas fait respecter l'ordre du jour. La FSEUL était présente à la tribune, le troisième membre étant l'un des dirigeants de ce mouvement, proche de nous. La volonté de la JCR de contrôler et de récupérer l'AG, tout en intervenant dans le sens d'un non élargissement de la lutte aux étudiants et aux travailleurs, a été flagrante.

Cette organisation a notamment joué du sentiment paternaliste qui, sous prétexte de ne pas mettre la vie des sans papiers en danger, les exclut de fait de la mobilisation et appelle à ne faire participer que les lycéens. Cependant, contrairement aux coordinations précédentes, les lycéens ont montré leur résistance, notamment ceux de Lamartine qui ont reconnu le rôle de la FSEUL dans la mobilisation de leur lycée.

Ce lycée a été finalement l'un des plus présents numériquement dans la manifestation, et le seul qui est arrivé avec une banderole : notre banderole. Malgré une volonté unitaire des acteurs de la mobilisations, l'AG qui a suivi se solde par une absence de décisions concrètes, due à l'agitation régnant dans la salle à cause du non respect de l'ordre du jour et aux interventions anti unitaires de la JCR, ainsi qu'au départ progressif des

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)
participants.

Le bilan pour la FSEUL reste très positif, puisque notre appel à l'unité avec tous les secteurs en lutte contre la politique des différents gouvernements, a-t-il été repris par les éléments les plus radicaux, comités de soutien aux sans papiers et lycéens.

La perspective immédiate pour la FSEUL et les militants du GSI est l'élargissement des revendications de la coordination lycéenne étudiante, notamment sur la question de la sélection dans le cadre du processus européen dit « de Bologne », avec la mise en place de la présélection dès février dans les lycées

par le rapport Hetzel, et la sélection à l'université mise en place par la réforme ECTS LMD et ce même rapport.

En effet, les attaques racistes et sécuritaires contre les sans papiers préfigurent les futures attaques contre la jeunesse et les travailleurs en général. L'unité d'action est donc une nécessité, car toutes les attaques des différents gouvernements ont le même objectif : faire des lycéens, des étudiants et des travailleurs une main d'œuvre bon marché (avec des diplômés sans valeur) et surexploitée (comme le sont déjà nombre de travailleurs sans papiers). Dans cette perspective, la FSEUL s'intégrera dans la manifestation en défense du statut des professeurs, le 8 février prochain, avec ses

mots d'ordre unitaires afin de permettre la liaison entre tous les secteurs en lutte et créer une mobilisation de masse contre la politique de destruction/privatisation de l'enseignement, ainsi que pour réclamer la libre circulation des travailleurs.

Alors que le capitalisme, via les directives européennes, détruit méthodiquement les acquis démocratiques et ouvriers, notre tâche est de nous battre contre la volonté des gouvernements d'isoler les luttes et, par conséquent, pour réintégrer la lutte des sans papiers au sein d'une mobilisation unitaire de tous les travailleurs et de la jeunesse.

Emeric et Griselda, syndicalistes FSEUL et militants GSI.

Non à la libre circulation des capitaux ! Pour la libre circulation des travailleurs ! Contre la double sélection des lycéens sans papiers ! Non à la destruction/privatisation de l'enseignement public !

Revue de presse

Les 12 coups de minuit n'avaient pas encore sonné que l'année de la présidentielle s'annonçait déjà sociale...

La nuit du réveillon a en effet été marquée par la grève des **employés de casino**. Au menu de cette Saint Sylvestre, une augmentation salariale de 5 % et l'attribution d'un 13e mois et le retrait du projet de loi Sarkozy sur les jeux de table électronique qui provoquerait, selon les syndicats, la suppression de 3 500 des 17 000 emplois du secteur. 7 casinos ont donc fermé leurs portes cette nuit là, et plusieurs autres auraient négocié des accords avec leurs salariés devant la menace de grève.

Mais tous les patrons de casino n'ont pas eu ce bon sens. Le groupe Partouche menace de licenciement 9 salariés de Berck sur Mer, au motif que ceux ci... ont fait grève ! Ou plutôt, selon les mots de la direction, parce qu'ils ont fait grève sans déposer de préavis local, bien qu'ils soient couverts par un préavis national lancé par l'intersyndicale du secteur...

Dans la foulée, ce sont les **salariés des grands magasins** qui se sont fait entendre... peu nombreux certes, mais tout de même... Leur mouvement le premier jour des soldes de printemps a connu un large retentissement et a mis en lumière la déréglementation croissante dans ce secteur... Horaires de travail élargis, travail le dimanche, les jours fériés...

Une déréglementation transparente sur le bulletin de salaire : au printemps par exemple, un employé peut travailler 42 heures par semaine durant les soldes, sans aucune majoration de rémunération. Gage à lui de passer à 28 heures lors des périodes commerciales creuses, mi-février par exemple, puisque le temps de travail est annualisé depuis la loi sur les 35 heures...

Autre secteur, même début d'année sur les chapeaux de roue. À Strasbourg, l'**usine Général Motors** a connu une semaine de grève dure, avec blocage total de la production... Sortie de crise en demi teinte, puisque les salariés qui réclamaient 100 euros d'augmentation en gagne tout de même 75 (de 2,5 à 5% d'augmentation selon les salaires, contre 0,8% proposés par la direction) et l'étalement du non paiement des jours de grève. Mais la grève a été dure, la pression psychologique des cadres et de la direction importante, et le vote à bulletin secret imposé par la CFDT qui a marqué la fin de la grève entaché, selon la CGT, d'importantes irrégularités puisque des non grévistes y auraient participé.

Toujours dans les transports, ce sont les salariés, français, d'**Eurotunnel** qui ont marqué 2 jours de grève pour réclamer un alignement de leur augmentation de salaire sur celle de leurs collègues d'outre manche et le remboursement de leur plan d'épargne d'entreprise (PEE), réduit à néant dans le redressement judiciaire. Des centaines de camions se sont retrouvés bloqués par le ralentissement du trafic fret. Au bout de 48 heures, un accord a été trouvé, qui prévoit une revalorisation salariale annuelle de 2,25% -alors que les syndicats exigeaient 3%- une prime d'intéressement de 1.000 euros maximum par an en fonction d'objectifs et une prime de 200 euros liée au succès de la restructuration financière.

Stéphane

Fédération Syndicale Etudiante Unitaire et Laïque

La mise en place des pôles d'excellence : la mort programmée de l'université publique

Depuis plusieurs années les gouvernements de droite comme de gauche mènent une politique de liquidation de l'éducation publique, qui touche l'ensemble de l'enseignement de la maternelle à l'université.

De la régionalisation mise en place par la loi Savary (1984), en passant par la semestrialisation mise en place par les lois Bayrou (1997) à l'application des ECTS/LMD et des licences pro par les lois et décrets Allègre et Lang (1998-2002), ou encore par la tentative de réforme du Bac entreprise par Fillon en 2005, les différentes réformes se succèdent et poursuivent un même objectif: en finir avec l'enseignement public pour le privatiser.

La mise en place des pôles d'excellence

L'aboutissement de cette logique de privatisation à échelle universitaire est la mise en place de « pôles d'excellence ». Le 9 octobre dernier le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, François Goulard a annoncé officiellement la création de 13 RTRA (Réseaux Thématiques de Recherche Avancée) qui sont issus du Pacte pour la recherche, dont l'application a été promulguée le 18 avril 2006. Cette mesure est la concrétisation des projets qui existent depuis les années 1990.

Le ministre de l'éducation de l'époque, Lionel Jospin, avait lancé un plan intitulé Université 2000. Puis il y a eu le rapport Attali qui préconisait la mise en place de 9 pôles d'excellences tout en le mettant en rapport avec le passage aux ECTS et au système LMD. Ces pôles devaient contribuer à remplir l'objectif de constituer en Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde », tel que cela a été défini en 2000 lors du sommet de Lisbonne. Dans un premier temps le nombre de ces pôles

d'excellences était de 9; aujourd'hui le gouvernement a annoncé qu'il en créerait 13, mais la logique de compétitivité et de rentabilité reste la même.

Les pôles d'excellence sont des regroupements d'établissements du supérieur (facs, grandes écoles etc) mis en lien avec des entreprises privées qui doivent être compétitifs et concurrentiels sur le marché mondial de l'éducation. Quel est l'objectif de cette réforme?

Le rapport Hetzel (émanant de la commission Université-Emploi mise en place par de Villepin suite à la mobilisation contre le CPE) est très clair sur la nature de ces pôles d'excellence puisqu'il cite comme exemple à suivre la Silicon Valley et la concentration de cerveaux qu'elle représente.

Dans la même logique, les diverses déclarations et rapports émanant d'« experts », de « spécialistes » ou autres présidents d'universités sont nombreux à déplorer « l'archaïsme » du système français d'enseignement supérieur ou son manque de compétitivité sur le marché mondial de l'éducation. C'est pour répondre à ces « inquiétudes » que le gouvernement accélère la mise en place des pôles d'excellence.

La logique est double : premièrement privatiser l'enseignement public pour le rendre rentable et compétitif sur le marché mondial de l'éducation (défini par l'OMC comme un des marchés du 21e siècle); deuxièmement liquider la valeur et le contenu nationaux des diplômes afin de faire baisser les coûts de production. Il s'agit d'individualiser les diplômes afin qu'ils ne soient plus adossés au code du travail et aux conventions collectives. Il s'agit également d'ouvrir les universités aux entreprises afin qu'elles disposent d'une main d'œuvre corvéable à merci. En d'autres termes on cherche à préparer la précarisation généralisée des conditions de travail, c'est à dire la dété-

rioration des conditions de vie.

Quelles conséquences concrètes pour les étudiants ?

Les conséquences de la mise en place de pôles d'excellence sont nombreuses et particulièrement désastreuses pour les étudiants, car cela signifie purement et simplement la fin de l'enseignement public. C'est une attaque de la même ampleur que l'a été le CPE.

La création des pôles d'excellence signifie une sélection accrue pour les étudiants. L'objectif est de sélectionner les étudiants en amont via la présélection des lycéens au mois de février afin de réduire les effectifs dans les universités. L'autre manière de sélection est sociale, et s'opère par la hausse importante des frais d'inscription : seuls ceux qui en ont les moyens pourront accéder à l'université.

Dans ces conditions, tous ceux qui n'arriveront pas à entrer dans l'enseignement supérieur seront voués à sortir du système éducatif et à entrer sur le marché du travail sans formation, c'est à dire à être soumis à la précarité tout au long de la vie.

La création des pôles d'excellence correspond à la fin du service public d'enseignement supérieur puisqu'il s'agit de créer des établissements compétitifs et concurrentiels. Dans ce contexte, seul ce qui est rentable sera maintenu. Toutes les filières et universités non rentables sont vouées à disparaître. A ce sujet, Eric Froment, ancien président de l'Association européenne des universités, situe la « taille critique » d'une université entre 10000 et 30000 étudiants. Pour sa part, Yannick Vallée, 1er vice-président de la Conférence des Présidents d'Université a déclaré en décem-

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

bre 2006 : "Il est quasiment impossible aujourd'hui de fermer des antennes universitaires en France. C'est la montée garantie des élus locaux. Mais il faut espérer qu'il y aura un jour un ministre courageux pour au moins ouvrir ce débat."

En outre, le regroupement des universités, qui s'opère dans la même logique qu'une fusion d'entreprises, vise à faire disparaître les « doublons ». En clair, l'objectif est de supprimer des emplois qui ne seraient pas jugés utiles. Cela représente un attaque contre le statut des personnels et des enseignants des universités et se traduit par la même occasion par une détérioration des conditions d'études pour les étudiants. Cette logique est accélérée par le désengagement financier de l'état qui se met en place via la régionalisation et la Loi Organique sur la Loi de Finance (LOLF). Le désengagement financier de l'état sert ainsi à justifier le fait que les universités aillent chercher des financements privés. Or, si les entreprises investissent c'est qu'elles attendent une contrepartie : le

droit de regard pédagogique sur le contenu des diplômes et la multiplication des stages afin de disposer d'une main d'oeuvre sur mesure et corvéable à merci.

La mise en place des pôles d'excellence est également liée aux autres attaques dirigées par le gouvernement contre l'éducation : liquidation du bac en tant que premier diplôme universitaire, suppression de postes dans l'éducation nationale, réforme du statut des enseignants. En tête de ces attaques il y a la sélection des lycéens en février. Cela signifierait la fin de l'accès à l'université et la filière de son choix pour les détenteurs du Bac.

Face à ces attaques inadmissibles il faut s'organiser

Nous ne pouvons pas accepter une telle remise en cause de l'enseignement public. La mobilisation des jeunes et des travailleurs contre le CPE a montré qu'il était possible de faire reculer le gouver-

nement. C'est pourquoi nous disons que seule l'organisation et la détermination pourra permettre de faire aboutir nos revendications.

La FSEUL appelle donc tous les étudiants et toute les organisations à s'associer à la campagne nationale contre la mise en place des pôles d'excellence et contre la sélection à l'entrée de l'université. Signez et faites signer la pétition contre la mise en place des pôles d'excellence. La FSEUL portera cette pétition au ministère de l'éducation nationale le 1er mars 2007.

Pour un enseignement public, laïc, gratuit pour tous de la maternelle à l'université :

Non à la mise en place des pôles d'excellence !

Non à la sélection de lycéens en février !

<http://fseul.free.fr>

Paris, le 20 décembre 2006

LYCEENS, ETUDIANTS, TRAVAILLEURS DES PAPIERS POUR TOUS !

Avec la mobilisation contre la loi Fillon et le mouvement contre le CPE, les lycéens ont montré leur volonté de lutter contre les attaques du gouvernement. Aujourd'hui, dans des dizaines de lycées des élèves sans-papiers sont menacés d'expulsion par la politique d'immigration choisie de Sarkozy. Déjà dans plusieurs établissements les lycéens se sont mobilisés autour de leurs camarades sans-papiers. Il importe aujourd'hui d'impulser un mouvement d'ampleur pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers.

L'immigration choisie, axe central de la loi CESEDA, a pour but la mise en place de la sélection des immigrés (lycéens, étudiants et travailleurs) en fonction des besoins en main d'oeuvre des entreprises. Alors que s'accroît aujourd'hui la

sélection à l'entrée de l'université, les lycéens sans-papiers sont doublement touchés par la politique du gouvernement.

Adoptée le 9 novembre 2006, la circulaire n°0607071 sur l'orientation active met en place la présélection des lycéens par l'université au moyen d'un entretien préalable avec des enseignants et responsables administratifs du cursus choisi. Le but est clair, interdire l'accès à la fac au plus grand nombre.

Toutes ces attaques ont le même objectif : faire des lycéens, des étudiants, et des travailleurs une main d'oeuvre peu chère (avec des diplômes sans valeur) et surexploitée (comme le sont déjà nombre de travailleurs sans-papiers).

**CONTRE LA DOUBLE SELECTION DES LYCEENS SANS-PAPIERS :
NON A LA PRE-SELECTION A L'UNIVERSITE !
LYCEENS, ETUDIANTS ET TRAVAILLEURS
DES PAPIERS POUR TOUS !
MANIFESTATION DE LA COORD LYCEENNE ET ETUDIANT
POUR LA REGULARISATION DES SANS-PAPIERS :**

JEUDI 18 JANVIER - 13h30 – REPUBLIQUE (RdV au coin de la rue du Faubourg du Temple)
<http://fseul.free.fr>

PdAC - Section italienne

Compte-rendu du congrès de fondation du Parti d'Alternative Communiste, section italienne de la Ligue Internationale des Travailleurs (Lit-QI).

Ce n'est que le début !

Par Fabiana Stefanoni

A Rimini, les 5, 6 et 7 janvier 2007

Près de huit mois se sont écoulés depuis ce jour d'avril où, au lendemain de la victoire électorale de l'Union, quelques centaines de militants et dirigeants ayant rompu avec Refondation Communiste (car cette organisation allait rejoindre le gouvernement Prodi), ont donné le départ au processus de constitution d'un nouveau parti communiste.

Ces mois n'ont pas été de tout repos : si, dès le début, beaucoup de militants venant de Refondation, ainsi que du syndicalisme de base et de la lutte de terrain, ont-ils rejoint notre projet, ce n'est qu'après une longue et généreuse dépense d'énergie de la part de nos militants que nous en avons récolté les fruits.

Après le passage de Refondation de l'autre côté de la barricade, nous avons cherché tout de suite à donner corps dans chaque ville d'Italie, et malgré le silence total de la presse nationale, à une consigne pour nous irrévocable : celle de la construction d'une organisation politique en mesure de représenter les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des jeunes précaires, des immigrés ; la construction d'une opposition de classe, contre un gouvernement s'appêtant à représenter les intérêts de Confindustria



et à infliger des durs coups aux classes populaires.

Nous avons prévu que, pour les travail-



leurs, le gouvernement Prodi allait être encore plus néfaste que le précédent : la Loi de Finances -avec des coupes sombres à la dépense sociale et l'ouverture des fonds de pension- a confirmé drastiquement nos prévisions. Nous avions prévu également que, avec les soutiens de Refondation Communiste et du Cgil, d'aucuns tenteraient de mettre un bâillon aux luttes et aux mobilisations.

Dans les deux cas, nous avons vu juste, tout comme quand nous avons vu, dans ce drame pour la classe ouvrière italienne, l'ouverture concomitante d'un espace politique pour la construction d'un parti communiste digne de ce nom et capable de faire, de l'opposition à tout gouvernement patronal, le facteur déterminant de sa propre activité.

Comme l'ont prouvé la manifestation du 4 novembre contre la précarité, la grève du 17 novembre, les manifestations des ouvriers de Mirafiori, les mobilisations des enseignants, des immigrés, des étudiants..., les luttes ne se sont pas arrêtées. Le Parti d'Alternative Communiste se pose un objectif ambitieux : celui de donner corps à toutes ces revendications afin de construire, comme son nom l'indique, une véritable *alternative*.

Après tant de travail...

Après la rupture d'avec Refondation Communiste, Projet Communiste avait su concilier deux exigences parallèles : d'une part, la réalisation de rencontres ouvertes proclamant notre appel à la construction d'un nouveau parti (présentations publiques dans toutes les villes, assemblées, conférences de presse...) ; d'autre part, et depuis le début, la construction d'une opposition de classe au gouvernement, avec participation active à toutes les mobilisations et batailles qui n'ont pas manqué de se présenter, une fois tombées les illusions suscitées par Prodi.

C'est pourquoi, les adhésions les plus significatives à notre projet étaient venues de la part d'ouvriers engagés dans la bataille contre le patronat et les bureaucraties syndicales, de militants syndicaux, de représentants de mouvements des secteurs les plus exploités de la classe ouvrière, dont en premier lieu les immigrés.

Grâce à un travail collectif et une vaste discussion, nous nous étions dotés, depuis avril dernier, d'organismes dirigeants provisoires. Ces organismes



avaient produit un manifeste à thèse et des statuts qui, depuis octobre, avaient

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

été débattus dans presque toutes les villes, avec apport de contributions significatives. Ceci nous avait permis de rapprocher beaucoup d'autres militants à notre projet, et de gagner des nouveaux adhérents (comme militants, ou comme sympathisants) à la constitution du parti.

L'effort généreux déployé par nos cadres nous a prouvé concrètement, qu'un parti ne se construit pas par la participation aux salons télévisuels ni par le bluff médiatique, mais plutôt par l'action de militants en chair et en os. Aussi, le succès en a été enthousiasmant pour nous tous et, malgré les difficultés rencontrées, enfin le Parti d'Alternative Communiste (PdAC) allait voir le jour, au cours des 5, 6 et 7 janvier, à Rimini.

Dans une salle comble, tant de délégués que d'invités, la discussion, «vraie», comme l'a définie un des participants, le camarade Bachu (porte-parole du Comité Immigrés d'Italie) a-t-elle été sans trêve, et presque tous les délégués (dont beaucoup, très jeunes) y sont intervenus. Ils ont apporté, à travers les trois sessions du congrès (politique, internationale et statuts), une contribution significative à la discussion des documents et à l'élaboration de la politique d'intervention du parti pour la prochaine période. Ici, à la différence de tant de congrès ou pseudo congrès, il n'y a rien eu d'artificiel, et les invités se sont surtout étonnés du fait suivant : pas de « leader » pour dicter la ligne, mais une élaboration collective du projet politique.

On récolte les fruits...

Les travaux ont débuté par le rapport politique d'Antonino Marceca qui a analysé l'actuelle période en s'arrêtant, particulièrement, sur l'attaque déchaînée par le gouvernement avec le lancement de la Loi de Finances.

Le rapport a réaffirmé les axes principaux de notre intervention, selon l'objectif de construction d'une opposition de classe au gouvernement Prodi : intervention syndicale et dans les mobilisations sur la base d'une plate-forme transitoire ; parallèlement à la construction du parti, organisation d'espaces de lutte ; batailles contre la réforme des retraites et le vol sur le TFR et la précarité (avec création de comités dans les lieux de travail et les quartiers) ; bataille pour la défense des droits des immigrés.

Outre les interventions des camarades déjà inscrits à Pc Rol, le congrès a entendu, au nom de leurs organisations respectives, les saluts des camarades Bachu, président du Comité Immigrés d'Italie, et Rizzo, du Slai-Cobas. Ainsi que plusieurs invités internationaux ; les camarades : Bernard Filippi, dirigeant de la Fraction de Lutte Ouvrière ; au nom de la LIT-QI (à laquelle nous avons adhéré, par décision du congrès), Zé Maria, un des principaux dirigeants du syn-



dicat Conlutas, ancien candidat aux présidentielles de 2002 (en alternative à la droite ainsi qu'à Lula), et dirigeant du PSTU brésilien (parti qui a concouru à la présentation d'un tiers pôle dans la candidature d'Heloisa Helena aux dernières présidentielles) ; Angel Luis Caps (au nom du CEI de la LIT) et José Moreno Pau, tous deux membres de la direction du PRT espagnol ; Gil Garcia, dirigeant de Ruptura-Fer du Portugal ; enfin, Jan Talpe et Gary Rubin, de la LCT de Belgique.

Parallèlement à la discussion politique, s'est tenue la discussion des statuts, avec le rapport du camarade Francesco Ricci qui a insisté sur les principes fondamentaux en la matière : nécessité de construire un parti de militants ; définition des critères d'adhésion au parti (accord sur le programme, militantisme actif, cotisation financière) ; refus d'un parti «flou», qui favoriserait l'influence de quelques « leaders ». Au cours de la discussion des statuts, une des propositions d'appellation du parti a enfin été choisie, votée à la majorité.

Ensuite, une séance a été dédiée à l'analyse de la situation politique internationale et à définir notre position par rapport aux principales tendances internationales se réclamant du trotskisme.

Le rapport détaillé de Valerio Torre, dans son analyse de la conjoncture historique -avec une attention particulière aux guerres du Proche-Orient et à la situation explosive en Amérique Latine- a examiné la définition de notre horizon stratégique, à partir de la nécessité de construire le parti de la révolution internationale, la Quatrième Internationale. A

(Suite page 13)



(Suite de la page 12)

travers le bilan de l'expérience et des erreurs du passé, le rapport du camarade Torre a débouché sur une proposition concrète, et déjà adoptée à la majorité par la direction sortante, à savoir : une demande d'adhésion à la LIT-QI.

Grâce au matériel diffusé par le groupe de travail international du parti en constitution, et à plusieurs rencontres avec des dirigeants et militants de la LIT en Italie, Madrid et Bruxelles, la discussion internationale du congrès a été très riche et s'est traduite par une enthousiaste approbation de la proposition ci-dessus. Il s'est ensuivi un instant émouvant (si l'on peut se permettre l'expression) quand, intervenant au nom du CEI la LIT, le camarade Caps a défini ce moment comme historique et souligné - malgré des parcours jusqu'alors si diffé-

rents-, l'extraordinaire coïncidence entre les positions politiques programmatiques de notre parti et celles de la LIT et ses sections.

Aujourd'hui, la LIT compte avec une nouvelle section en Italie : c'est un petit pas en avant vers la reconstruction de l'Internationale trotskiste.

Et maintenant, au travail !

La constitution du Parti d'Alternative Communiste n'est que le début d'un parcours politique : désormais, il s'agira de le renforcer et d'en faire une référence crédible pour les mouvements de lutte qui surgiront dans les prochains mois.

Les intentions du gouvernement Prodi envers les travailleurs étant d'ores et

déjà clarissimes, plus les attaques contre les travailleurs seront graves, plus la construction d'une opposition de classe à ce gouvernement sera nécessaire. Un gouvernement qui jouit du soutien sans faille de Refondation Communiste et qui peut nous jouer la carte de la concertation. Nous ne resterons pas à regarder : nous construirons le parti dans la lutte, pour organiser la lutte avec le parti.

La tâche qui nous attend est ardue et ambitieuse, mais nous avons la force de la conviction pour nous soutenir. La conviction que seulement la révolution socialiste mondiale pourra libérer l'humanité de l'exploitation du travail, de l'oppression, de la guerre et du désastre écologique.

Salut du G.S.I. au Congrès de Fondation du Parti d'Alternative Communiste, section italienne de la LIT-QI

A Paris, le 7 janvier 2007

Chers Camarades de la direction du PC-Rol ⁽¹⁾, Chers Camarades Congressistes,

A l'occasion de votre congrès de fondation, recevez, Chers Camarades, nos plus fraternelles et cordiales salutations.

Nous aurions tant aimé pouvoir être parmi vous ce jour, mais malheureusement nous n'avons été informés de votre congrès (ainsi que de votre demande d'adhésion à la LIT) qu'en date du 22 décembre : trop tard pour nous inscrire, étant donné les délais par vous impartis pour des raisons organisationnelles, bien compréhensibles.

La décision adoptée par votre CC, de soumettre au congrès de fondation une

motion demandant que votre parti soit reconnu section officielle de la LIT en Italie, a suscité un accueil enthousiaste parmi les militants de notre organisation. Surtout, nous sommes sûrs que votre expérience et vos apports politiques vont aider à la construction d'une direction collective de la LIT en Europe.

L'offensive du capitalisme européen, à travers Maastricht, nous impose d'importantes tâches. Dans leur voracité de profit permanent, les capitalistes prétendent détruire le mouvement ouvrier et anéantir ses acquis ainsi que son organisation.

Ceci nous met face à une responsabilité historique : celle de nous doter d'une politique nous permettant d'agir, de façon unifiée, sur l'ensemble de l'Europe. Arrêter l'offensive de l'Union

Européenne avec ses traités et directives, nous impose objectivement d'unifier l'ensemble du mouvement ouvrier : notre tâche doit être d'aider au développement du processus de mobilisation et d'organisation du mouvement de masses. Nous doter d'une direction européenne, est la condition sine qua non pour pouvoir nous acquitter d'une telle tâche et construire notre internationale en Europe.

Puissent les travaux de votre congrès de fondation vous permettre de mieux vous armer pour la lutte des classes en Italie, et pour continuer à y construire notre nouvelle section.

Recevez, Chers Camarades, nos salutations trotskistes.

(1) Depuis le congrès, le PC-rol s'appelle donc : «Parti d'Alternative Communiste (PdAC)-Project Communiste.»

**VIVE LE CONGRES DE FONDATION DE NOTRE SECTION ITALIENNE !
VIVE LE PdAC !
VIVE LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS-QI !
VIVE LA QUATRIEME INTERNATIONALE !**



Bolivie

La situation en Bolivie est toujours en ébullition: la négociation avec les entreprises étrangères pour le pétrole et le gaz ; la confrontation sanglante produite par le contrôle d'une mine à Huanuni ; la paralysie de l'Assemblée Constituante ; des mobilisations ouvrières et paysannes ; des marches promues par l'oligarchie de Santa Cruz...

Où va le gouvernement d'Evo Morales ?

Mis sous pression aussi bien par la bourgeoisie et la droite que par les conflits dans le mouvement de masses, qui cherche désespérément un emploi et de meilleures conditions de vie, Evo Morales a accusé ses adversaires « d'essayer de l'affaiblir avec des rumeurs d'un coup d'Etat » et a assuré que « rien ni personne n'arrêtera la révolution démocratique et culturelle » qu'il représente. Que se passe-t-il réellement en Bolivie et où va le gouvernement d'Evo Morales ?

Un gouvernement de Front Populaire

Pour répondre à ces questions, nous devons rappeler que le gouvernement d'Evo Morales est un Front Populaire. C'est-à-dire, contrairement aux gouvernements bourgeois traditionnels, qu'il a à sa tête un dirigeant du mouvement de masses (dans ce cas, d'un secteur du paysannerie bolivienne) et qu'il est soutenu par des organisations de masses de la campagne et des villes.

Ce caractère spécial des dirigeants et des organisations qui le soutiennent fait que des secteurs très importants du mouvement de masse se trompent et voient les fronts populaires comme « leur » gouvernement et non comme ce qu'ils sont vraiment : des instruments auxquels la bourgeoisie et l'impérialisme font appel pour faire face aux moments les plus difficiles de la lutte des classes.

La bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont mis leurs espoirs sur Tuto Quiroga, mais ils ont été obligés d'accepter

le gouvernement d'Evo pour une raison simple : depuis la chute de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2003, il y a un processus révolutionnaire dans le pays qui s'est manifesté dans la chute de son successeur, Carlos Mesa et, de manière déformée, dans la large victoire électorale d'Evo Morales. Dans ces conditions,



le gouvernement d'Evo est devenu pour eux la meilleure alternative pour contrôler ce processus et essayer de le mettre en échec.

Chevauchant un poulain sauvage

Le gouvernement d'Evo est apparu comme le reflet déformé du processus révolutionnaire. C'est pourquoi, d'une certaine manière, il est emprisonné au milieu des principales forces sociales de la lutte de classes, « un bouchon de liège qui sépare deux couteaux » selon l'expression de Léon Trotsky.

D'une part, il subit la pression et les exigences de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour qu'il défende leurs intérêts, et avance contre la révolution. D'autre part, il subit la pression de la mobilisation des

masses qui exigent qu'il réalise les espoirs qui l'ont porté au pouvoir et il est obligé de faire des concessions... que la bourgeoisie essaye de désarmer dès qu'elle peut. C'est pourquoi, sa politique est oscillante, pleine d'avancées et de reculs, selon la pression dominante à chaque moment.

Mais ces oscillations ont toujours lieu dans la perspective plus stratégique de protéger les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Le Front Populaire d'Evo est comme un cavalier au service de la bourgeoisie qui doit apprivoiser le « poulain sauvage » des masses révolutionnaires. Pour le faire, il fait appel à son prestige parmi les masses. Son plan est de prendre les mots d'ordre les plus ressentis par les masses, d'y donner suite de manière partielle en leur enlevant le contenu révolutionnaire, pour pouvoir dire : « nous appliquons le programme de la révolution ».

Par exemple, dans le cadre d'un discours anti-impérialiste, il a décrété une nationalisation partielle des hydrocarbures et a obtenu une augmentation des recettes pour le pays, mais il maintient la part du lion de cette affaire entre les mains des compagnies étrangères. Il avance avec une réforme agraire partielle qui affecte des terres aujourd'hui improductives, pour éviter que cette réforme affecte les grandes propriétés agricoles, d'élevage et de bois.

Il essaye que l'Assemblée Constituante soit « originelle », mais il enlève de ses débats les sujets les plus importants. En même temps, comme il concède « un

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

peu plus » pour freiner la révolution, il y a souvent des heurts avec des secteurs bourgeois qui sont affectés par ces concessions réclamées par les masses.

Le « capitalisme andin » du MAS

Pour mettre ce plan en oeuvre, le gouvernement du MAS affirme que sa politique est de concilier les intérêts des classes, c'est-à-dire, les « intérêts nationaux » du peuple et des majorités opprimées avec ceux du grand capital. C'est le sens qu'il donne au concept de « capitalisme andin ».

Le vice-président Álvaro García Linera l'expliquait comme « un modèle de développement capitaliste qui combine les trois plates-formes économiques en vigueur en Bolivie : la moderne ou stricte industrielle, l'andine communautaire et l'amazonienne.[...] Elles trouvent des mécanismes d'articulation 'non brutale ' [...] pour réguler l'expansion de l'économie industrielle, lui extraire ses excédents et transférer ceux-ci au cadre communautaire pour renforcer des formes d'auto-organisation et de développement marchand proprement andin-amazonien ».

Il s'agirait de soutenir l'économie familiale de petite et moyenne échelle, mais sans rompre avec la domination des entreprises impérialistes et étrangères dans le pays.

Dans ce cadre, l'Etat national a « une importance décisive comme responsable du bien-être collectif et de la régulation des marchés, à condition que l'interventionnisme aille de pair avec l'initiative privée. C'est une tentative de combiner des valeurs du capitalisme et du socialisme dans le but de dépasser les deux,

mais sans mettre en question la genèse de la production capitaliste. » Cette idée se résumerait dans les mots d'Evo adressés aux entreprises étrangères : « *La Bolivie veut des partenaires, non des patrons* ».¹

Une proposition impossible à réaliser

Cette tentative de concilier « les valeurs du capitalisme et du socialisme... sans mettre en question la genèse de la production capitaliste » est une nouvelle version de la proposition d'« humaniser le capitalisme ». Toute l'histoire contemporaine montre que c'est impossible : on ne peut pas défendre les intérêts des travailleurs et du peuple sans attaquer, en même temps, ceux de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

En s'appuyant sur la force du processus révolutionnaire, Evo obtient quelques petites concessions de l'impérialisme et, en même temps, accorde des concessions aux masses. En ce sens, les recettes de l'Etat bolivien, augmentées par les nouveaux contrats du pétrole et du gaz et la hausse internationale des prix des minéraux, peuvent donner à Evo un certain répit et une certaine marge de temps pour maintenir le soutien du peuple (qui est toujours majoritaire).

Il a décrété une augmentation du salaire minimal et la concession d'une prime éducative annuelle. Et il est en train de promouvoir un programme d'alphabétisation, avec des fonds et des professeurs vénézuéliens, et de soins de santé, avec des médecins cubains. Ceci pourra donner l'impression superficielle que le « capitalisme andin » et la conciliation de classes sont possibles. Mais ce n'est qu'une illusion temporaire.

La situation révolutionnaire bolivienne

est toujours en cours et, très probablement, « les couteaux » se heurteront à nouveau dans de nouvelles confrontations et plus dures.

La bourgeoisie et l'impérialisme essaieront d'obtenir que l'illusion créée par le Front Populaire parvienne « à endormir » les masses et leur permette de mettre fin à la situation révolutionnaire, après quoi ils pourront récupérer ce que les masses ont obtenu durant ces années.

De notre part, nous confions que, au cours du processus, les travailleurs et les masses comprendront de mieux en mieux que les mesures tièdes d'Evo ne sont pas suffisantes pour résoudre le problème du chômage, des bas salaires, de la pauvreté et la misère, ou pour obtenir la terre des grands propriétaires.

Autrement dit, elles comprendront que, pour obtenir ces revendications, elles ont besoin de recommencer leur mobilisation révolutionnaire, de dépasser le gouvernement d'Evo Morales, et d'imposer ainsi de vraies solutions à leurs revendications et leurs nécessités les plus urgentes.

Dans ce processus, la construction d'organisations de masses pour mener cette lutte est à l'ordre du jour, et l'expérience historique de la construction de la COB y aidera beaucoup. En plus, dans ce processus de lutte, une autre tâche centrale est celle de la construction d'un parti révolutionnaire qui intervient dans les luttes actuelles et qui prépare cette perspective stratégique.

¹ Voir l'interview à Alvaro García Linera, « *Le capitalisme andin-amazonien est la proposition du MAS* » par Miguel Lora, <http://www.bolpress.com> 07/10/05.

La politique concernant les hydrocarbures

Les hydrocarbures sont un secteur clef pour analyser la politique du gouvernement d'Evo. D'abord, la pression du processus révolutionnaire l'a amené à promulguer le Décret de Nationalisation des Hydrocarbures (qui récupère la propriété des réserves). Bien que ce décret ne considère pas l'expropriation des transnationales et se limite à ouvrir un processus de négociation avec

elles, il a été une mesure progressiste, un premier pas vers une récupération des hydrocarbures, la revendication centrale de l'« Agenda d'Octobre »¹ du processus révolutionnaire de 2003.

Quelques mois plus tard, le ministre du secteur des hydrocarbures du moment, Andres Solís Rada, a promulgué une résolution en application du décret, pour

permettre le contrôle de l'Etat sur les raffineries et mettre un terme à une prime aux industries pétrolières pour « produire pour le marché interne ».

Ceci a provoqué la protestation de Petrobras, la principale entreprise étrangère en Bolivie et une des plus touchées par la mesure, et du président brésilien Lula

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

da Silva. Face à cela, le gouvernement a décidé « de congeler temporairement la mesure afin de ne pas interférer dans les négociations avec Petrobras ». Solís Rada, étant désavoué, a dû renoncer à son poste, bien qu'étant le plus populaire des ministres.

Le 31/10/06, au terme des 6 mois de négociation prévus par la loi pour les nouveaux accords, l'Etat bolivien a signé avec 10 entreprises transnationales² de nouveaux contrats d'opération pour l'exploitation et l'exportation de gaz et de pétrole, d'une durée allant de 24 à 31 ans, selon les cas.

Consolidation des entreprises pétrolières

Les transnationales deviennent des « entreprises de services » qui livrent formellement leur production à l'entreprise étatique YPFB, à qui revient la charge de superviser les contrats de commercialisation et de distribution des impôts aux régions et aux départements. De cette manière, YPFB devient une entreprise de supervision, sans toutefois contrôler les opérations du secteur des hydrocarbures.

Les entreprises étrangères maintiennent la propriété de leurs investissements et actifs. C'est-à-dire, on a à nouveau « transféré les décisions concernant les champs pétroliers aux transnationales, ce qui met un terme à toute possibilité de reconstruire une entreprise pétrolière de propriété bolivienne »³ avec un contrôle sur l'ensemble de la chaîne productive.

Comme le dénonce le journal Hora 25 : « Le Gouvernement d'Evo a renouvelé, pour une nouvelle période de 30 ans, les opérations des entreprises pétrolières qui ont volé et pillé aux boliviens une de leurs dernières ressources naturelles. Ce sont des entreprises qui ont commis

de multiples irrégularités et qui, sans recevoir aucune sanction, reçoivent leur certificat de bonne conduite et un nouveau délai important pour continuer à opérer dans le futur ».

*l'exportera par la suite au Chili) à 8 dollars. Petrobras l'achète à 4,30 dollars et le vendra aux consommateurs brésiliens à 10 dollars ».*⁷

Les conditions précises fixées pour les contrats ne sont pas encore connues, notamment la question des prix, un sujet crucial encore en discussion. Il est toutefois défini qu'il n'y aura plus un prix national « à la sortie de puits » et que le prix payé par YPFB à chaque entreprise pétrolière sera calculé en fonction de ses coûts de prospection et d'exploitation.

Selon la propagande gouvernementale, on prévoit une recette additionnelle pour l'Etat, en marge de l'encaissement de 50% d'impôts déjà prévus dans la loi précédente, qui sera variable selon les investissements effectués par les entreprises.⁴

Le directeur de Petrobras, José Fernando de Freitas, l'explique de cette manière : « Les nouveaux contrats offrent des conditions optimales... la participation du gouvernement bolivien sera supérieure aux 50% qu'il avait jusqu'à mai de cette année, mais inférieures aux 82% des derniers deux mois ».⁵ L'entreprise transnationale Repsol-YPF s'est montrée aussi satisfaite : « Ce sera positif parce que cela permettra des investissements avec la sécurité juridique nécessaire ».⁶

L'affaire de l'exportation

Cette approbation des entreprises étrangères est due au fait qu'elles continuent à être les propriétaires réels de l'affaire de l'exportation régionale du gaz : « Le pays est dans l'impossibilité de négocier sa participation sur les marchés brésilien et argentin, où les transnationales achètent le gaz bon marché à la Bolivie et le vendent à des prix internationaux. Repsol l'importera de la Bolivie à 5 dollars et le revendra aux argentins (et

Parallèlement aux contrats prévus par la loi, d'autres accords de provision de grandes quantités de gaz ont été signés avec l'Argentine et le Brésil, aux prix mentionnés. Pour honorer ces deux grands accords, la Bolivie devra amplifier sa capacité productive actuelle.⁸ Et cet investissement sera fait par les transnationales sans aucun effort, moyennant les grands profits qu'ils obtiendront de la revente du gaz. Autrement dit, la politique d'Evo Morales consolide un modèle dans lequel la Bolivie se limite à être fournisseur de la matière première, tandis que les entreprises étrangères s'approprient la part du lion de l'affaire de l'exportation.

En même temps, le gaz est exporté sans aucun traitement qui y incorpore de la valeur ajoutée et sans profiter des possibilités de la liquéfaction dans le pays, possibilités qui seront aussi exploitées à l'étranger.⁹ Ce n'est pas par hasard que la politique d'Evo a été critiquée par plusieurs experts boliviens.

Ils affirment que, avec les recettes pour la production actuelle, et considérant ce point comme une priorité nationale et avec l'appui de « pays amis » comme le Venezuela, qui possède déjà ces technologies, on pourrait développer un projet national d'industrialisation qui aiderait au contrôle de l'Etat bolivien sur l'ensemble du revenu pétrolier.¹⁰

Des recettes plus importantes

Indépendamment de cette analyse, on estime que les recettes pour le Trésor Général de la Nation, obtenues des nouveaux contrats, dépasseront le milliard de dollars annuels. C'est-à-dire, cela triplera les recettes de l'année 2005 (avant le décret d'Evo). Le chiffre peut paraître peu significatif mais est très grand pour la Bolivie: ces 700 à 800 millions de dollars additionnels représentent entre 8 et 9% du PIB du pays en 2005 et plus de 15% du budget national de cette même année.

Ce n'est donc pas par hasard que la

(Suite page 17)

Les Etats-Unis : « un partenaire stratégique »

Les négociations permanentes avec les multinationales pétrolières et minières font partie d'une capitulation de plus en plus importante à l'impérialisme américain, après quelques confrontations verbales initiales. Dans un discours récent, à l'occasion de la présentation aux journalistes de quelques 800 projets américains d'investissement et de financement, le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, a déclaré : « Les Etats-Unis ont été, sont et seront un allié stratégique de la Bolivie ». Et pour qu'il ne reste aucun doute, le vice-président a ajouté : « Les relations avec les Etats-Unis sont en train de s'améliorer de façon croissante ». (Clairin, 20/10/2006)

(Suite de la page 16)

bourgeoisie de la région de l'Altiplano s'est mise à exprimer sa conformité avec les accords : « *Ce n'est peut-être pas une nationalisation dans le sens strict du mot, mais il s'agit certainement de conditions favorables pour le pays* ». Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie de Santa Cruz et de Tarija, les départements dont le sous-sol contient le pétrole et le gaz, font pression pour leur « autonomie » afin d'obtenir part plus importante de ces recettes.

En même temps, la majorité du peuple bolivien a l'impression, que même sans être une véritable nationalisation, il s'agit bien d'un « pas en avant ». Il commence à recevoir quelques petites concessions comme l'augmentation salariale, le plan Juancito Pinto (subventions aux familles les plus pauvres) et la « prime éducative ».

Mais la politique d'Evo Morales représente « *du pain pour aujourd'hui et la faim pour demain* » parce que la partie la plus importante du revenu des hydrocarbures est remise aux entreprises étrangères et ne promeut pas l'industrialisation. C'est pourquoi, elle tend à répé-

ter le même cycle négatif que l'histoire bolivienne a déjà connu deux fois : l'argent de la colline de Potosí et l'étain ont été pillés, mais la Bolivie a continué à être un pays très pauvre, malgré ses immenses ressources énergétiques et minérales.

Le seul chemin pour éviter que ce cycle se répète est d'imposer une véritable nationalisation des hydrocarbures, c'est-à-dire d'exproprier les compagnies étrangères pour que YPFB soit transformée en une entreprise étatique monopolistique qui, avec le contrôle des travailleurs et du peuple bolivien, assure que l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures soient mises au service de leurs intérêts et de leurs nécessités.

¹ Les principales revendications sociales, connues comme l'« Agenda d'Octobre » sont : la nationalisation des hydrocarbures, avec expropriation des transnationales (dans les rues de El Alto et La Paz, les gens criaient : Dehors les entreprises !); l'industrialisation du gaz en Bolivie (« Le gaz pour les boliviens », « Le gaz est à nous, le récupérer est notre devoir !); et l'Assemblée Constituante, pour refonder le pays.

² VINTAGE, TOTAL, REPSOL YPF, CHACO, ANDINE, BRITISH GAZ, PETROBRAS ENERGI, PETROBRAS BOLIVIA, PLUSPETROL et MATPETROL (*La Razón*, 31 octobre 2006).

³ Hora 25 N° 44, du 10 au 24 novembre 2006.

⁴ Il est démontré que les entreprises transnationales ont menti sur les investissements effectués : « *Pour que les entreprises pétrolières acceptent la signature de nouveaux contrats, le Gouvernement a négocié l'incorporation dans les accords d'une annexe G, qui permet de concilier les investissements certifiés par les compagnies et ceux qu'établiront les audits demandés par le ministère des Hydrocarbures (...)* Un des rapports préliminaires de l'Unité de Contrôle du ministère des Hydrocarbures a confirmé que REPSOL YPF, TOTAL, PETROBRAS et PLUSPETROL ont manqué d'investir 1.350 millions de dollars dans la perforation de 55 puits et qu'ils ont gonflé leurs coûts d'exploration à 394 millions de dollars, quand l'opération a coûté seulement 21,7 millions de dollars. L'Exécutif a accepté les investissements déclarés par les entreprises, par manque de temps ». (*La Prensa*, 31/10/06) -

⁵ Hora 25 N° 44.

⁶ *La Prensa*, 31 octobre 2006

⁷ Ibidem.

⁸ « *La production actuelle d'hydrocarbures du pays est de 100 mille bouteilles de gaz par jour, de 50 mille barils de brut et de 30 millions de m³ de gaz par jour.* » (*Hora 25* N° 44)

⁹ Des processus comme la liquéfaction et la cryogénie permettent de séparer les composants liquéfiables du gaz (comme le méthanol), qui représentent 5% du volume du gaz à la sortie du puits. Après séparation, la valeur de ces produits sur le marché est équivalente à celle du reste du gaz qui, d'autre part, maintient toute sa valeur calorifique.

¹⁰ Par exemple, le grand champ de la Marguerite requiert un investissement de 300 millions de dollars mais produirait un revenu pétrolier de quelques 50 milliards de dollars. (*Hora 25* N° 44)

La Question Minière

Il y a deux mois environ, une confrontation violente a eu lieu entre des mineurs d'une coopérative qui essayaient d'occuper la colline Posokoni (en Hunani) et des mineurs étatiques, qui s'est soldé par plusieurs morts, essentiellement de la coopérative. Ce grave conflit a son origine dans la combinaison de trois facteurs : il y avait d'abord les vacillations du gouvernement d'Evo pour livrer cette mine aux membres de la coopérative, comme il leur avait promis, ce qui a mené les mineurs à agir pour leur propre compte ; ensuite il y a la grave crise de l'emploi au niveau national ; et pour finir l'actuelle augmentation du prix international des minerais a revalorisé les exportations d'étain et a accentué le conflit pour le contrôle des mines.

Un peu d'histoire

A partir de 1985, la COMIBOL (Corporation Minière de la Bolivie) historique, la seule entreprise minière étatique du pays, a été démantelée. Plusieurs

mines d'étain ont été privatisées, d'autres ont été fermées, et plus de 30.000 mineurs ont perdu leur emploi. Face au manque de perspectives, beaucoup d'entre eux ont choisi de former des coopératives pour maintenir l'exploitation, dans des conditions très mauvaises. Dans beaucoup de cas, les véritables bénéficiaires sont les « chefs d'entreprise des coopératives » qui agissent comme intermédiaires des exportations du minerais. La COMIBOL a maintenu seulement trois mines étatiques en exploitation, (Huanuni, Colquiri et Caracoles), sous des contrats de « risque partagé » avec des entreprises privées étrangères, et elle emploie aujourd'hui quelques 5.000 travailleurs.

Le gouvernement est le responsable

Avant les élections, Evo a fait un accord électoral avec les membres des coopératives et, en échange de leur soutien, il a nommé Walter Villarroel, principal diri-

geant de ce secteur, comme ministre de l'industrie minière. Grâce au meilleurs prix internationaux, il y avait une forte pression de ce secteur pour obtenir davantage de concessions et de zones dans les mines que la COMIBOL exploite actuellement.

Comme le gouvernement tardait à honorer ses promesses, des centaines des membres de coopératives ont pris d'assaut la colline Posokoni, en Huanuni, le plus grand gisement d'étain du pays. Les mineurs étatiques ont défendu leur emploi, et le résultat des confrontations violentes a été de 16 morts et plus de 60 blessés.

Les faits ont eu une répercussion dans tout le pays. La COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) a organisé une manifestation avec des milliers de personnes à La Paz, en solidarité avec les mineurs étatiques et réclamant la nationalisation de toutes les mines du pays. Le dirigeant de la COB, le mineur Pedro Montes, a exi-

(Suite page 18)

(Suite de la page 17)

gé un changement de la politique du gouvernement et a déclaré : « *Nous exigeons que les gisements miniers soient exploités par la Corporation Minière de la Bolivie, et que ses revenus profitent aux boliviens et non aux étrangers comme c'est le cas actuellement* ».

Face à la gravité des faits, et pour dissimuler sa responsabilité dans l'agression, vu son accord avec les membres des coopératives, le gouvernement a essayé de prendre ses distances et a écarté aussi bien le ministre Villarroel que le président de la COMIBOL. En réponse, le président de la Fédération des Mineurs des Coopératives, Guarachi Pascal, a annoncé la rupture de l'alliance politique avec le MAS.

La « nouvelle politique minière » du Gouvernement

Après les faits de Huanuni, et étant donné l'appui que les mineurs étatiques commençaient à recevoir dans leurs revendications, le gouvernement a proclamé « *une nouvelle politique de nationalisation de l'industrie minière* », un échantillon en plus des oscillations et des va-et-vient que nous analysons dans l'article principal de cette édition.

Dans le cas de Huanuni, le gouvernement a proposé, pour calmer le conflit :

a) le contrôle total de la mine Posokoni par la COMIBOL, b) le renforcement de l'Entreprise Minière Huanuni,¹ avec 10 millions de dollars pour sa réactivation, et c) l'incorporation de 4.000 membres de coopératives avec travail régulier, dans cette entreprise de Huanuni. Il s'agit, évidemment, d'un triomphe des mineurs étatiques et de la COB et d'une issue pour ceux qui, dans cette région, n'avaient pas d'autre alternative que les coopératives jusqu'à maintenant.

Toutefois, il est clair que le gouvernement n'a pas changé sa politique minière d'ensemble. D'une part, le « plan de nationalisation » a été reporté à 2007 « *par manque de ressources économiques* ». D'autre part, le gouvernement a réaffirmé sa volonté « *de respecter les investissements privés internationaux et de maintenir les concessions aux coopératives dans tout le pays* ». Comme l'a déclaré le vice-ministre Alfredo Rada à la TV : « *Nous devons envisager des solutions pour tous les secteurs concernés, les mineurs syndicalisés, les membres des coopératives, ainsi que le secteur privé et international qui a investi dans de grands projets miniers dans notre pays* ». A bon entendeur, salut !

En même temps, contrairement à sa supposée intention de nationalisation, le gouvernement a privatisé l'exploitation de la mine de fer du Mutún, le second gisement de fer de l'Amérique Latine et

le septième du monde, et qui en outre possède d'autres minerais comme le manganèse, le nickel et le chrome. La valeur de ces réserves est de plusieurs milliards de dollars.

La seule issue est une véritable nationalisation

Nous coïncordons pleinement avec l'exigence de la COB de renationaliser toutes les mines d'étain et d'autres minerais. Ceci signifie reconstruire l'entreprise étatique COMIBOL. C'est pourquoi, une véritable nationalisation doit commencer par résilier les contrats de **joint venture** qui ont donné les mines de la COMIBOL à des entreprises privées étrangères pour leur administration et leur exploitation.

Deuxièmement, il est nécessaire d'annuler les concessions accordées aux coopératives, d'incorporer ces exploitations à la COMIBOL et de donner de l'emploi à ceux qui travaillent actuellement en ces dernières, dans des conditions d'égalité avec ceux qui y travaillent déjà. Finalement, il faut annuler la concession du gisement du Mutún à des mains privées et étrangères.

La construction des installations nécessaires pour son exploitation peut parfaitement être financée avec les recettes

(Suite page 19)

La réforme agraire : peu de changements profonds

Sous la pression de quatre marches nationales de paysans, arrivés de tous les coins du pays, la loi de modification de l'actuelle loi agraire (Loi INRA) a finalement été approuvée à la fin de novembre. Cette nouvelle loi accélère les procédures administratives agraires pour rendre les terres aux communautés et aux peuples indigènes et les redistribuer. Le gouvernement s'est montré disposé à distribuer des terres fiscales et d'autres terres actuellement improductives, mais s'oppose radicalement à l'affectation des grandes propriétés, qui « accomplissent la fonction économique-sociale ». Evo a déclaré qu'il garantit la propriété privée des terres.

Depuis plusieurs semaines, cette réforme a été bloquée au Sénat, par les représentants de la Demi-Lune, comme une mesure de pression contre le MAS pour exiger la règle des 2/3 dans l'Assemblée Constituante. Elle a été approuvée finalement le 30 novembre, avec l'appui de quelques sénateurs « transfuges ».

Répression contre les cocaleros

En même temps, conformément aux exigences des Etats-Unis d'éradiquer 5.000 hectares de coca en 2006 et comme condition pour ratifier un accord commercial existant entre les deux pays,¹ il y a eu une forte répression contre les cultivateurs de coca (les cocaleros) dans la région des Yungas de Vandiola à la fin du mois de septembre.

Comme Evo ne peut pas intervenir dans la région de Chapare, sa base sociale et celle du MAS, ni dans les Yungas de La Paz, où il y a plus 80.000 paysans cocaleros, il a décidé de le faire dans les Yungas de Vandiola (Cochabamba), une zone cocalera traditionnelle, très isolée et oubliée, où quelques 700 familles survivent dans des maisons très précaires, sans services de base, ni eau potable ni électricité.

Les forces policières de la répression ont occasionné 2 morts, 3 blessés et plusieurs arrestations. Comme une ironie amère de l'histoire, rappelons qu'Evo Morales a commencé à gagner du prestige comme dirigeant de la résistance contre les tentatives d'éradiquer la culture de coca, dans la région de Chapare.

Le dirigeant syndical de Pataicuna, Nicanor Churata, pointe du doigt la contradiction du processus : « *Nous avons élu le Président, nous avons même obligé (syndicalement) les gens à voter pour le MAS, mais maintenant ce gouvernement nous tire dessus. C'est une véritable contradiction dans sa politique de la coca, parce qu'il défend seulement les intérêts des Six Fédérations du Tropic de Cochabamba* ».

¹ Il s'agit d'un accord tarifaire préférentiel avec les Etats-Unis, dans le cadre de l'ATP-DEA, Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act, pour la vente de certains produits textiles, de vêtements et d'articles artisanaux d'exportation de la Bolivie, sur le marché des Etats Unis. Il représente entre 1,4 et 2% du PIB de la Bolivie. Actuellement, le gouvernement bolivien essaye de renouveler cet accord pour un an.

(Suite de la page 18)

des exportations minières aux mains de l'Etat et de celles qui proviendront d'une véritable nationalisation du gaz et du pétrole.

C'est la seule issue valable pour que ces

confrontations sanglantes ne se répètent pas et pour garantir un emploi digne aux milliers de boliviens. Mais le gouvernement d'Evo Morales va dans le sens contraire. Les travailleurs et le peuple bolivien peuvent et doivent exiger qu'il change sa politique. Ils peuvent et doi-

vent, en même temps, s'organiser pour se battre pour une véritable nationalisation de l'industrie minière.

¹ L'entreprise Minière Huanuni est issue d'un Contrat de Risque Partagé (*joint venture*) entre la COMIBOL et l'entreprise privée Allied Deals/RBG.

L'Assemblée Constituante

L'Assemblée Constituante, dont la convocation avait été une des principales propositions d'Evo Morales et du MAS avant d'assumer le gouvernement, a commencé à siéger le 6 août. Sa réalisation a donné lieu à beaucoup d'espoirs dans les secteurs populaires, spécialement dans la majorité indigène et paysanne, qui la voient comme un outil pour pouvoir discuter de la résolution de leurs problèmes graves. En même temps, ces espoirs ont été utilisés pour freiner temporairement les mobilisations paysannes et des secteurs populaires.

Le MAS a gagné les élections de députés à la Constituante au niveau national. Mais le système de représentation conclu avec les partis de droite a fait que, alors qu'il a 55% des représentants, le MAS ne dispose pas des 2/3 requis pour approuver seul la nouvelle constitution, une clause incluse dans la convocation et qui avait été conclue entre Evo et la droite.

D'autre part, avec les élections pour la Constituante, a eu lieu simultanément le référendum pour « l'autonomie », exigée par les bourgeoisies de Santa Cruz de la Sierra, Tarija, Beni et Pando pour ces départements. Santa Cruz possède la richesse pétrolière et les terres productrices de soja et Tarija les plus grandes réserves de gaz.

C'est pourquoi, ses bourgeoisies réclament « l'autonomie » pour profiter de ces richesses et les livrer plus librement à l'impérialisme, étant donné qu'elles pourraient ainsi déterminer l'utilisation de ces ressources. Le NON a été majoritaire dans le pays, mais le OUI a gagné dans les quatre départements mentionnés, dont les bourgeoisies exigent que les autonomies départementales soient accordées.

Les débats embourbés

Avec ces résultats, l'Assemblée a com-

mencé avec deux débats centraux, qui jusqu'à présent ne sont pas résolus, malgré les concessions constantes du MAS à la droite :

- Le MAS a proposé que l'Assemblée soit « originelle », c'est-à-dire souveraine pour dicter une nouvelle constitution et créer une nouvelle structure d'Etat et, en outre, qu'elle ait le pouvoir pour que les autres pouvoirs lui soient subordonnés. L'opposition bourgeoise affirme que l'Assemblée est « dérivée », c'est-à-dire, qu'elle doit respecter les autres pouvoirs existants et les bases de la Constitution actuelle ; autrement dit, qu'elle doit se limiter à réformer la Constitution.

- Le MAS a proposé que, bien que la Constitution doive être votée par les 2/3 des députés, les articles individuels et les autres résolutions de l'Assemblée puissent être approuvés par majorité simple. L'opposition bourgeoise a exigé que, dans tous les cas, la règle des 2/3 soit appliquée. Par conséquent, depuis lors, la discussion du règlement des débats est embourbée.

Pour démontrer sa volonté de freiner toute avancée de l'Assemblée Constituante, la bourgeoisie de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando a réalisé le 8 septembre un lock-out obstiné, afin de défendre le « droit de veto » dont elle dispose de fait dans la Constituante et, à la fois, de renforcer sa position dans la négociation pour « l'autonomie ».

Le gouvernement est déjà en train de négocier.

Au-delà de son discours radical sur le caractère « originel » de l'Assemblée Constituante et la « refondation de la Bolivie », le gouvernement d'Evo Morales s'adapte déjà au projet de la bourgeoisie et de la droite de « stériliser » cette Assemblée. Dans une interview avec la Radio FIDES, le vice-président Álvaro García a reconnu que « la

grande assemblée ne modifiera probablement pas plus de 20% des articles de la Constitution ».

Plusieurs grands sujets en discussion dans le pays restent, de fait, hors du futur débat. Comme partie de l'accord préalable entre Evo et la droite, la question de la réforme agraire - dont la possibilité menace fondamentalement les propriétaires fonciers de Santa Cruz - n'y sera pas incluse. Maintenant, le gouvernement dit que la question des hydrocarbures « a déjà été résolue », et la Constituante devrait donc se limiter à authentifier le contenu du décret d'Evo et la base conceptuelle des nouveaux contrats.

Pourquoi cette échauffourée continue ?

Parce que, jusqu'à présent, il y a une question centrale qui n'a pas été résolue : celle de l'autonomie réclamée par la bourgeoisie des départements de ce qu'on appelle la « Demi-Lune » (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija), et, derrière elle, la lutte pour le partage des recettes accrues que l'Etat recevra pour les exportations de gaz. C'est le point qui maintient l'Assemblée Constituante paralysée.

Les perspectives

Le soutien dont Evo dispose dans la population est encore très majoritaire (65%, selon les enquêtes). Toutefois, il commence à être clair pour certains secteurs sociaux que les espoirs populaires soulevés par la Constituante seront illusoires. La terre pour les paysans, le territoire pour les peuples originels, ou une véritable nationalisation des hydrocarbures et des richesses minérales, ne viendront pas de cette Assemblée conclue avec la bourgeoisie et l'impérialisme, mais de la continuité de la lutte révolutionnaire des travailleurs et du peuple bolivien.

Le peuple palestinien, toujours debout face à l'agression impérialiste !

La crise du sionisme

La démission toute récente du chef d'état major de l'armée israélienne, le général Dan Haloutz, traduit encore davantage l'ampleur de la crise politique et militaire de l'Etat sioniste. Cette crise est le résultat de la défaite militaire subie par Israël au Liban.

La cinquième armée du monde, tête de pont de l'impérialisme US dans la région, s'est heurtée à la résistance de quelque 6 000 hommes déterminés, soutenus par le peuple libanais en lutte contre l'agresseur.

Les ponts, les routes, les nœuds de circulation, les industries ont été méticuleusement pulvérisés, les villes détruites et les populations massacrées, mais la réalité de ce champ de ruine est dure à entendre pour Israël : aucun des objectifs militaires visés n'a été rempli au terme de ce mois d'agression.

Tout comme les borbiers irakien et afghan pour l'impérialisme US, l'échec libanais révèle la nature de l'impérialisme sioniste : un colosse aux pieds d'argile que la détermination des peuples parvient à faire battre en retraite.

De ce point de vue, le peuple palestinien reste, depuis plus de 50 ans, à la pointe de la lutte contre l'ordre barbare que l'impérialisme cherche à imposer. Massacres, nettoyages ethniques, expulsions massives, ghettoïsation, rien n'y a fait : le peuple palestinien est toujours debout, plus que jamais déterminé à lutter jusqu'au bout contre l'oppression sioniste.

Destruction, occupation et colonisation

L'agression israélienne s'est déchaînée ces derniers mois : le « désengagement » de Gaza, chanté comme un geste de sacrifice et de paix de la part du sionisme, aura mis peu de temps à dévoiler sa vraie signification : une ghettoïsation totale suivie d'un « engagement » militaire sans précé-

dent. Gaza n'est rien d'autre qu'une prison à ciel ouvert, où la misère atteint aujourd'hui des proportions dramatiques : notamment une précarité de 66%, et une malnutrition qui gagne du terrain.

Côté militaire, fin 2006, en quelques semaines, les chars et les F 16 ont massacré plus de 400 Palestiniens en laissant mille blessés. A Beit Hanoune, une famille entière fut dénichetée dans son sommeil, sans aucune erreur possible. Comme le rappelait un des survivants, cette boucherie était censée servir d'exemple dissuasif pour mettre à genoux un peuple qui ose résister.

En Cisjordanie, l'occupation et la colonisation, essence même du sionisme, se poursuivent à grande vitesse. Le mur-apartheid découpe le territoire en ban-toustans isolés, confisque les terres et assure un peu plus le pillage israélien des ressources palestiniennes en eau (dont Israël contrôle déjà 80%).

Le ministère de l'Habitât vient d'autoriser l'agrandissement de la plus grande colonie juive en Cisjordanie, Maalé Adounim : cela signifie ni plus ni moins la division en deux de la Cisjordanie. Cette politique n'est pas un « dérapage » ou un « excès irresponsable » du gouvernement israélien ; c'est l'expression profonde de la nature même d'Israël : un Etat colonial et raciste, qui cherche par tous les moyens à s'assurer une majorité juive indispensable à sa survie.

On comprend mieux alors pourquoi Olmert peut cyniquement parler, ces derniers jours, d'Etat palestinien aux « frontières temporaires » et provisoires ! Provisoires, oui, car toujours susceptibles d'être réduites un peu plus chaque jour, jusqu'à la soumission totale d'un peuple !

La crise des institutions palestiniennes et la résistance du peuple.

Mais les Palestiniens sont décidés à ne

pas se laisser soumettre. La crise historique du Fatah et des institutions palestiniennes n'est que la conséquence de cette résistance radicale du peuple contre l'occupant.

L'autorité palestinienne a payé, dans les urnes l'an dernier, le prix de sa collaboration avec le sionisme, et de sa soumission à l'impérialisme US. Aujourd'hui, il est en train de le payer dans la rue.

Le climat de guerre civile, qui s'est confirmé ces dernières semaines, est la traduction politique de la lutte des classes en Palestine : d'un côté l'Autorité de Mammoud Abass, dernier allié et dernière chance de l'impérialisme américain pour soumettre le peuple palestinien ; de l'autre, le Hamas, porté par défaut aux urnes, et pris à la gorge par la lame de fond du peuple en lutte qui fait pression sur lui.

Effrayé par la pression populaire, le Hamas cherche à la canaliser, en poursuivant, lentement mais sûrement, sa « conversion » vers la reconnaissance d'Israël, vers le pacte avec l'impérialisme et la « solution » des deux Etats.

Le chef en exil du Hamas, Khaled Méchaal, a franchi un nouveau pas dans ce sens ces derniers jours, en reconnaissant l'existence d'Israël comme « un fait », « une réalité ». Et il ajoute cette phrase lourde de conséquences : « Le problème, ce n'est pas l'existence d'une entité qui s'appelle Israël. Le problème, c'est que l'Etat palestinien n'existe pas. » (L'Orient le jour 11 janvier 2007).

Qui ne voit que « l'Etat palestinien » aux côtés d'Israël est une utopie, démentie chaque seconde, et forgée pour soumettre les Palestiniens aux vues de l'impérialisme ? Tzipi Livni, la ministre des affaires étrangères proche du boucher Sharon, ne s'y trompe pas ; sinon plus lucide, en tout cas moins cynique que Méchaal, elle avouait, il y a tout juste un an : « Nous [...] voulons

(Suite page 3)